



## Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux

Numéro de dossier : 24-MIN-145  
Date du repérage : 25/11/2024

### Références réglementaires et normatives

Textes réglementaires

Code du travail : Article 4412-2, 4412-97-1 à 4412-97-6 et autres articles mentionnés dans le décret n°2017-899 du mai 2017.  
Code de la construction et de l'habitation : Article L271-6  
Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante

### Immeuble bâti visité

Adresse

Rue : ..... TRIBUNAL JUDICIAIRE  
PARC DES PROMENADES  
Code postal, ville : ..... 22000 SAINT-BRIEUC

Périmètre de repérage :

Description des travaux : Travaux d'accessibilité selon plan et indications données  
Supports diagnostiqués : **REZ DE CHAUSSEE**  
**008** : SOL, MURS, PLAFOND, PLAFOND PLENUM  
**1ER ETAGE**  
ESCALIER 1 : MUR  
**108** : SOL, MURS, PLAFOND, PLAFOND PLENUM  
ESCALIER 2 : PLINTHE, SOL, MURS

Fonction principale du bâtiment :  
Année de construction :

..... Bureaux  
..... < 1997

### Le propriétaire et le donneur d'ordre

Le(s) propriétaire(s) :

Nom et prénom : ..... MINISTERE DE LA JUSTICE - DEPARTEMENT IMMOBILIER GRAND-OUEST  
Adresse : ..... DIR-SG GRAND-OUEST  
20 RUE DU Puits MAUGER  
CS 60826  
35108 RENNES CEDEX 3

Le donneur d'ordre

Nom et prénom : ..... MINISTERE DE LA JUSTICE - DEPARTEMENT IMMOBILIER GRAND-OUEST  
- Mr BERGER Benoît  
Adresse : ..... DIR-SG GRAND-OUEST  
20 RUE DU Puits MAUGER  
CS 60826  
35108 RENNES CEDEX 3

### Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	Chassagne Morgane	Opérateur de repérage	ABCIDIA CERTIFICATION	Obtention : 26/10/2020 Échéance : 25/10/2027 N° de certification : 23-2298
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	Chassagne Morgane	Opérateur de repérage	ABCIDIA CERTIFICATION	Obtention : 26/10/2020 Échéance : 25/10/2027 N° de certification : 23-2298

Raison sociale de l'entreprise : **CHEVALIER DIAG BRETAGNE** (Numéro SIRET : 913 414 728 00034)  
Adresse : **11 rue Lavoisier – 56530 QUEVEN**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA France IARD**  
Numéro de police et date de validité : **11002336104 / 01/01/2025**

### Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage : 09/12/2024,

Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses

Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 19 pages

### Conclusion amiante :

**Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.**

## Sommaire

- 1 Les conclusions
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
- 3 La mission de repérage
  - 3.1 L'objet de la mission
  - 3.2 Le cadre de la mission
    - 3.2.1 L'intitulé de la mission
    - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
    - 3.2.3 L'objectif de la mission
    - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
    - 3.2.5 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage
  - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
  - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
  - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
  - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage  
Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
- 6 Signatures
- 7 Annexes

## 1. – Les conclusions

Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

## 2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : LABORATOIRE LRPE  
Adresse : 64 RUE DU VAL DE SAIRE – 50100 CHERBOURG-EN-COTENTIN  
Numéro de l'accréditation Cofrac : 1-6395

## 3. – La mission de repérage

**3.1 L'objet de la mission**

Dans le cadre de la réalisation de travaux dans l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

**3.2 Le cadre de la mission****3.2.1 L'intitulé de la mission**

«Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux».

**3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission**

Code du travail : Article 4412-2, 4412-97-1 à 4412-97-6 et autres articles mentionnés dans le décret n°2017-899 du mai 2017.

Code de la construction et de l'habitation : Article L271-6

Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante

**3.2.3 L'objectif de la mission**

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser tous les matériaux et produits contenant de l'amiante situés dans la zone impactée par les travaux.»

**3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire**

Le programme de repérage est défini par le périmètre des travaux envisagés par le donneur d'ordre.

**3.2.5 Le périmètre de repérage effectif**

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

Rez de chaussée - 008,

1er étage - Escalier 1,

1er étage - 108,

1er étage - Escalier 2

## 4. – Conditions de réalisation du repérage

## 4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations : Néant

## 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 25/11/2024

## 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017.

## 4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

## 5. – Résultats détaillés du repérage

Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires  
(fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

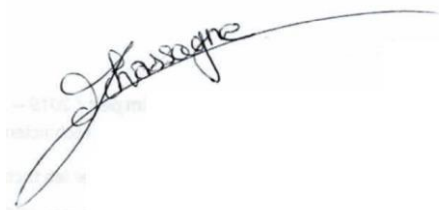
Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Néant	-		

## 6. – Signatures

*Nota :* Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert - Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))**

Fait à **Quéven**, le **09/12/2024**

Par : **Chassagne Morgane**



Signature du représentant :

## ANNEXES

Au rapport de mission de repérage n° 24-MIN-145

### Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

## Sommaire des annexes

### 7 Annexes

#### 7.1 Schéma de repérage

#### 7.2 Rapports d'essais

#### 7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

#### 7.4 Conséquences réglementaires et recommandations

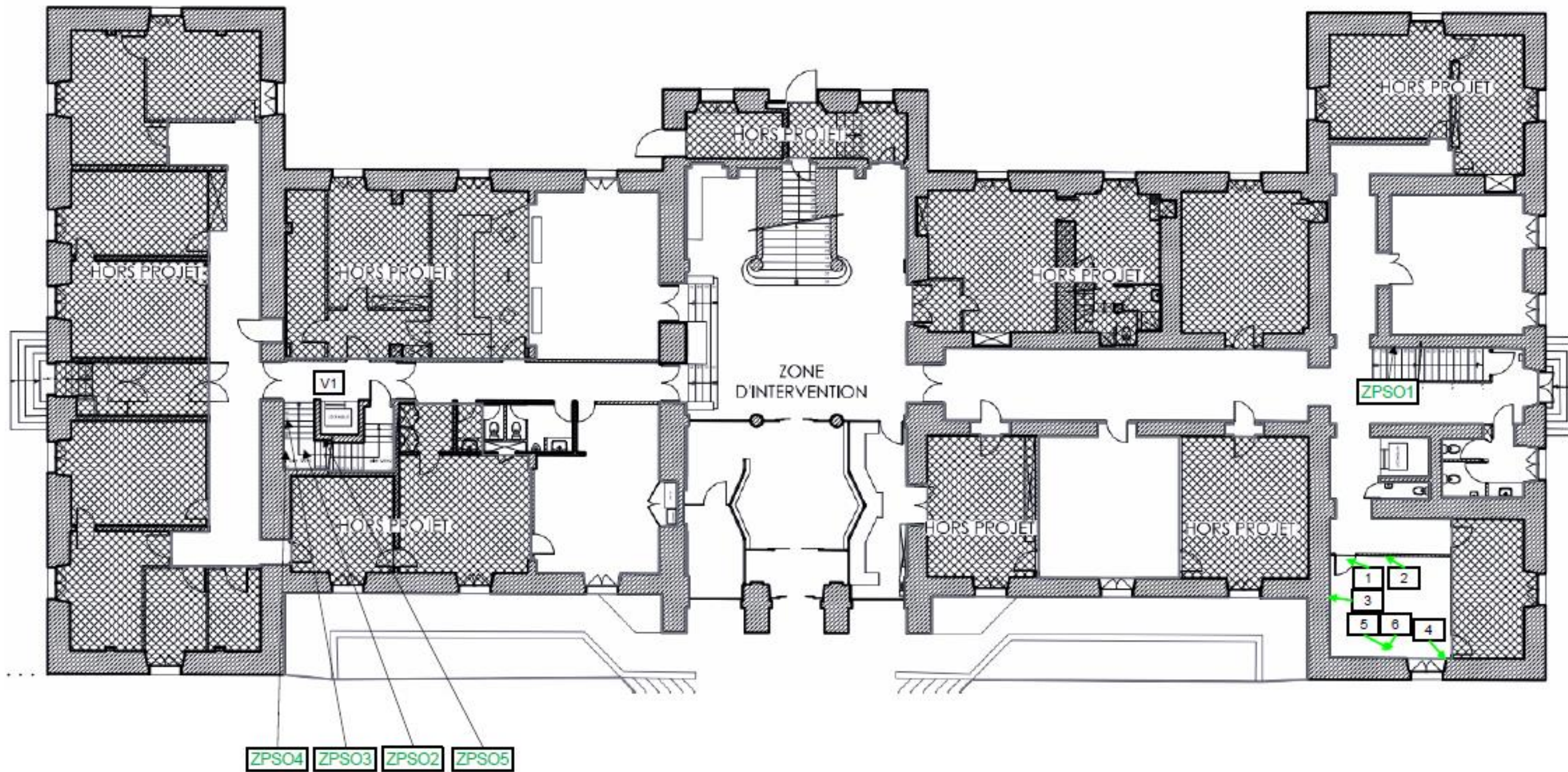
#### 7.5 Recommandations générales de sécurité

#### 7.6 Documents annexés au présent rapport



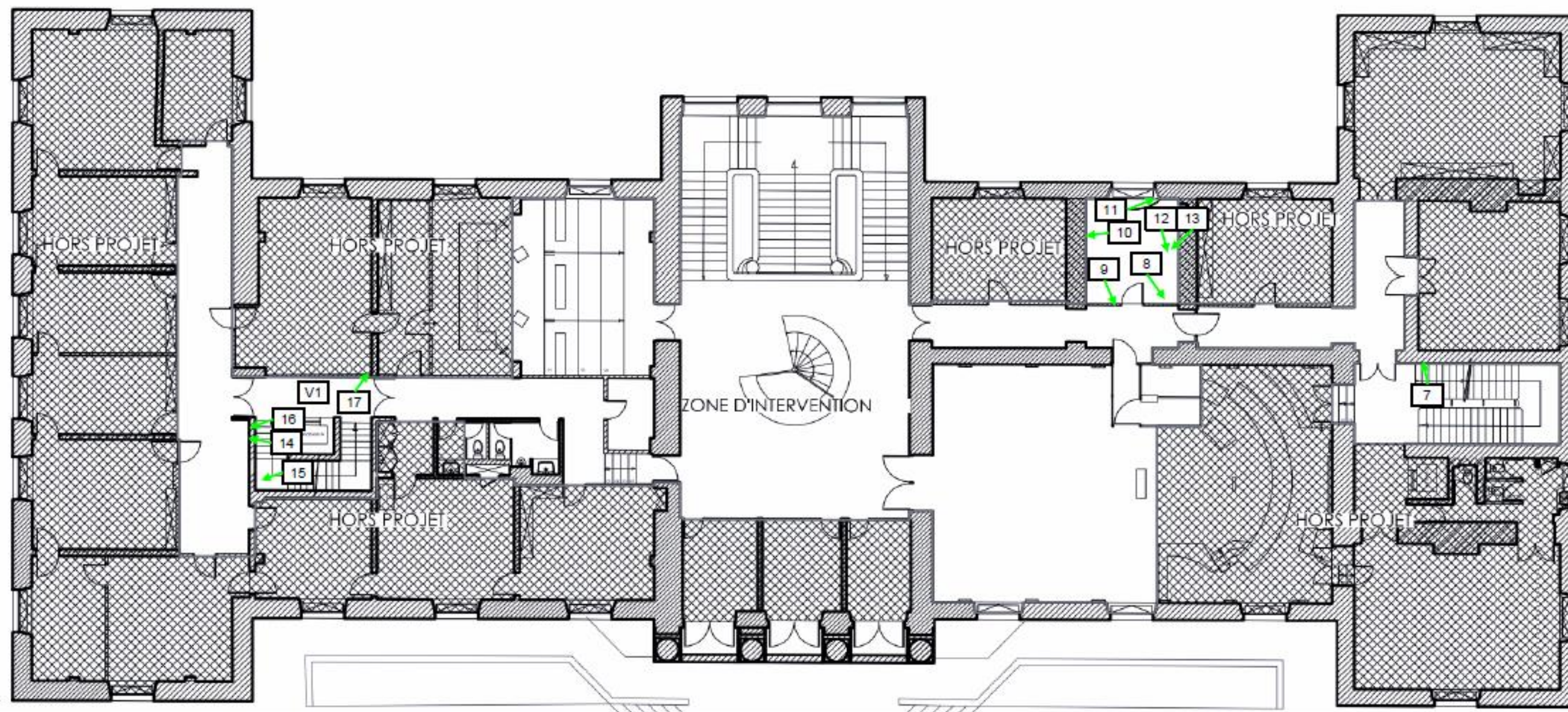
PLANS DE LOCALISATIONS

REZ-DE-CHAUSSEE





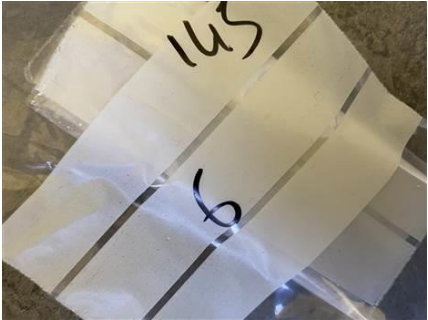


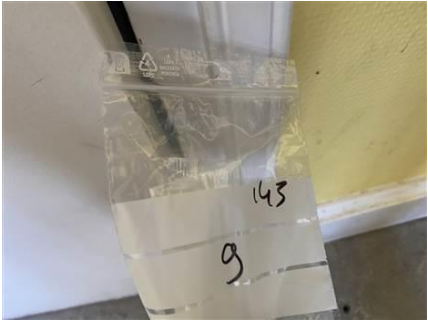
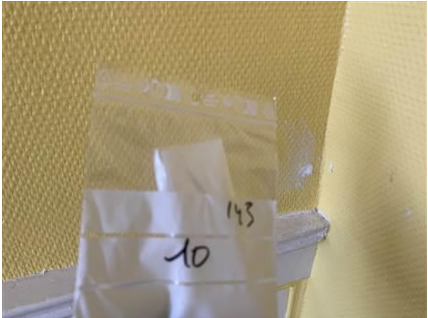
## 1ER ETAGE





## Photos

	<p>Photo n° Ph001</p> <p>Localisation : Rez de chaussée - 008</p> <p>Ouvrage : Sol</p> <p>Description : Moquette + colle jaune + ragréage</p> <p>Localisation sur croquis : 1</p> <p>Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph002</p> <p>Localisation : Rez de chaussée - 008</p> <p>Ouvrage : Mur de cloison</p> <p>Description : Toile de fibres tissées + plâtre</p> <p>Localisation sur croquis : 2</p> <p>Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph003</p> <p>Localisation : Rez de chaussée - 008</p> <p>Ouvrage : Mur porteur</p> <p>Description : Toile de fibres tissées + enduit blanc + béton gris</p> <p>Localisation sur croquis : 3</p> <p>Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph004</p> <p>Localisation : Rez de chaussée - 008</p> <p>Ouvrage : Mur de doublage</p> <p>Description : Toile de fibres tissées + plâtre</p> <p>Localisation sur croquis : 4</p> <p>Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph005</p> <p>Localisation : Rez de chaussée - 008</p> <p>Ouvrage : Plafond</p> <p>Description : Dalle de faux-plafond</p> <p>Localisation sur croquis : 5</p> <p>Amiante non détecté</p>

	<p>Photo n° Ph006  Localisation : Rez de chaussée - 008  Ouvrage : Plafond plénum  Description : Peinture + plâtre  Localisation sur croquis : 6  Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph007  Localisation : 1er étage - Escalier 1  Ouvrage : Mur porteur  Description : Toile de fibres tissées + enduit blanc + béton gris  Localisation sur croquis : 7  Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph008  Localisation : 1er étage - 108  Ouvrage : Sol  Description : Revêtement de col souple + colle jaune + ragréage  Localisation sur croquis : 8  Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph009  Localisation : 1er étage - 108  Ouvrage : Mur de cloison  Description : Toile de fibres tissées + plâtre  Localisation sur croquis : 9  Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph010  Localisation : 1er étage - 108  Ouvrage : Mur porteur  Description : Toile de fibres tissées + enduit blanc + béton gris  Localisation sur croquis : 10  Amiante non détecté</p>



	<p>Photo n° Ph011  Localisation : 1er étage - 108  Ouvrage : Mur de doublage  Description : Toile de fibres tissées + plâtre  Localisation sur croquis : 11 Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph012  Localisation : 1er étage - 108  Ouvrage : Plafond  Description : Dalle de faux-plafond  Localisation sur croquis : 12  Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph013  Localisation : 1er étage - 108  Ouvrage : Plafond plénum  Description : Peinture + plâtre  Localisation sur croquis : 13  Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph017  Localisation : 1er étage - Escalier 2  Ouvrage : Mur  Description : Colle de plinthe  Localisation sur croquis : 14  Amiante non détecté</p>
	<p>Photo n° Ph016  Localisation : 1er étage - Escalier 2  Ouvrage : Sol  Description : Colle de carrelage + ragréage  Localisation sur croquis : 15  Amiante non détecté</p>



Photo n° Ph018  
 Localisation : 1er étage - Escalier 2  
 Ouvrage : Mur porteur  
 Description : Toile de fibres tissées + enduit blanc + béton gris  
 Localisation sur croquis : 16  
 Amiante non détecté



Photo n° Ph019  
 Localisation : 1er étage - Escalier 2  
 Ouvrage : Mur de cloison  
 Description : Toile de fibres tissées + plâtre  
 Localisation sur croquis : 17  
 Amiante non détecté



Description : Faux-plafond métallique, par définition ne contient pas d'amiante  
 Localisation sur croquis : V1

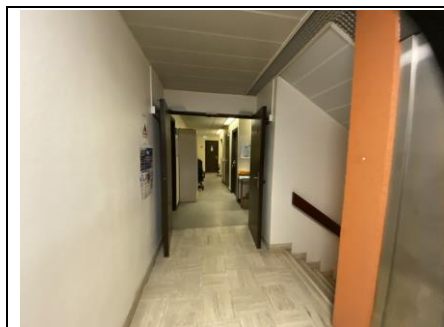


Description : Mur porteur identique au prélèvement N°7  
 Localisation sur croquis : ZPSO1  
 Absence d'amiante



Description : Sol identique au prélèvement N°15  
 Localisation sur croquis : ZPSO2  
 Absence d'amiante





Description : Plinthe identique au prélèvement N°14  
Localisation sur croquis : ZPSO3  
Absence d'amiante



Description : Mur porteur identique au prélèvement N°16  
Localisation sur croquis : ZPSO4  
Absence d'amiante



Description : Mur de cloison identique au prélèvement N°17  
Localisation sur croquis : ZPSO5  
Absence d'amiante

## 7.2 - Annexe - Rapports d'essais

### Copie des rapports d'essais :



Les essais couverts par l'accréditation COFRAC sont identifiés par le symbole

#### RAPPORT D'ESSAI N°2024-M-7120 EN DATE DU 03/12/2024

#### RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRÉLÈVEMENT DE MATÉRIAU

CLIENT					PRÉLÈVEMENT				
Nom* : CHEVALIER DIAG BZH					Adresse* : TRIBUNAL JUDICIAIRE PARC DES PROMENADES 22000 SAINT-BRIEUC				
Adresse* : 3 Place de la Victoire 56110 GOURIN					Date de réception : 29/11/2024				

Réf. Dossier Client\* : 24-MIN-145 ECH 1 A 17

Analyse :

N° Échantillon	Informations client				Échantillon		Préparation		Analyse				Résultat	Commentaires
	Ref. Client*	Localisation*	Composant construction*	Description client*	Description LRPE	Adapté à la prépa.	Type	Nb	Date d'analyse	Méthode	Nb de supports**	Analyste		
2024-62562 A	1	Rez de chaussée - 008	Sol	Moquette + colle jaune + ragréage	Moquette souple noire	OUI	Acide et acétone	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62562 B	1	Rez de chaussée - 008	Sol	Moquette + colle jaune + ragréage	Colle souple jaune + ragréage dur gris	OUI	Acide et acétone	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62563	2	Rez de chaussée - 008	Mur de cloison	Toile de fibres tissées + plâtre	Matériau pulvérulent blanc	OUI	Acide	1	02/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62564	3	Rez de chaussée - 008	Mur porteur	Toile de fibres tissées + enduit blanc + béton gris	Matériau pulvérulent blanc/gris	OUI	Acide	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62565	4	Rez de chaussée - 008	Mur de doublage	Toile de fibres tissées + plâtre	Matériau pulvérulent blanc	OUI	Acide	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62566	5	Rez de chaussée - 008	Plafond	Dalle de faux-plafond	Faux-plafond blanc	OUI	-	1	02/12/2024	MOLP	2	ERI	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62567	6	Rez de chaussée - 008	Plafond plénum	Peinture + plâtre	Peinture dure jaune + matériau pulvérulent blanc	OUI	Acide	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	Couches indissociables - échantillon pollué par une autre couche de l'éch.
2024-62568	7	1er étage - Escalier 1	Mur porteur	Toile de fibres tissées + enduit blanc + béton gris	Matériau dur blanc + matériau pulvérulent gris	OUI	Acide	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	Couches indissociables - échantillon pollué par une autre couche de l'éch.
2024-62569 A	8	1er étage - 108	Sol	Revêtement de col souple + colle jaune + ragréage	Colle jaune souple	OUI	Acétone	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62569 B	8	1er étage - 108	Sol	Revêtement de col souple + colle jaune + ragréage	Ragréage dur gris	OUI	Acide	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-

▲ Méthode de préparation de l'échantillon :  
Effectuée de manière à être représentative de l'échantillon.  
Observation à la loupe binoculaire/Traitement chimique/Broyage manuel/Dépôt sur support d'observation selon MO-METH 03.  
▲ Méthode d'analyse :  
Analyse par Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) selon la norme NF ISO 22862-1 (parties pertinentes) et l'arrêté du 1er octobre 2019 modifié.  
Analyse par Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) selon la norme NF X 43-050 (parties pertinentes) et l'arrêté du 1er octobre 2019 modifié.  
Sont prises en compte toutes les fibres d'amiante dont le rapport longueur sur largeur est supérieur à 3 et la longueur est supérieure à 0,5 µm.

#### OBSERVATIONS

Pas d'observation.

Revu et approuvé par : Mathilde POULAIN - Analyste

Date : 03/12/2024



Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse. \*Informations fournies par le client non couvertes par l'accréditation. \*\*Les supports correspondent aux lames ou grilles observées en microscopie. Le laboratoire s'excuse de la qualité du prélèvement.

MOLP : aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement contenir une teneur en fibre d'amiante optiquement observable inférieure à la limite de détection (pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 µm).

META : aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement contenir une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection. La limite de détection de l'amiante est de 0,1% en masse par couche ou dans la limite de 3 couches indissociables.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale, la marque d'accréditation COFRAC figurant en en-tête ne peut être reproduit qu'avec le logo du LRPE et conformément aux règles générales d'utilisation de la marque COFRAC (doc. gen REF 11 du COFRAC). L'usage par le client de la marque d'accréditation COFRAC est interdit.





Les essais couverts par l'accréditation COFRAC sont identifiés par le symbole

## RAPPORT D'ESSAI N°2024-M-7120 EN DATE DU 03/12/2024

### RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRÉLÈVEMENT DE MATÉRIAU

CLIENT	PRÉLÈVEMENT
Nom* : CHEVALIER DIAG BZH Adresse* : 3 Place de la Victoire 56110 GOURIN	Adresse* : TRIBUNAL JUDICIAIRE PARC DES PROMENADES 22000 SAINT-BRIEUC Date de réception : 29/11/2024

Réf. Dossier Client\* : 24-MIN-145 ECH 1 A 17

Analyse :

N° Échantillon	Informations client				Échantillon		Préparation		Analyse				Résultat	Commentaires
	Réf. Client*	Localisation*	Composant construction*	Description client*	Description LRPE	Adapte à la prépa.	Type	Nb	Date d'analyse	Méthode	Nb de supports**	Analyste		
2024-62570	9	1er étage - 108	Mur de cloison	Toile de fibres tissées + plâtre	Matériau pulvérulent blanc	OUI	Acide	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62571	10	1er étage - 108	Mur porteur	Toile de fibres tissées + enduit blanc + béton gris	Matériau pulvérulent blanc	OUI	Acide	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62572	11	1er étage - 108	Mur de doublage	Toile de fibres tissées + plâtre	Matériau pulvérulent blanc	OUI	Acide	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62573	12	1er étage - 108	Plafond	Dalle de faux-plafond	Faux-plafond blanc	OUI	-	1	02/12/2024	MOLP	2	ERI	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62574	13	1er étage - 108	Plafond plénum	Peinture + plâtre	Matériau pulvérulent blanc/marron	OUI	Acide	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62575	14	1er étage - Escalier 2	Mur	Colle de plinthe	Colle dure blanche	OUI	Acide	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62576	15	1er étage - Escalier 2	Sol	Colle de carrelage + ragréage	Matériau dur gris	OUI	Acide et acétone	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62577	16	1er étage - Escalier 2	Mur porteur	Toile de fibres tissées + enduit blanc + béton gris	Matériau pulvérulent blanc/gris	OUI	Acide	1	03/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-
2024-62578	17	1er étage - Escalier 2	Mur de cloison	Toile de fibres tissées + plâtre	Matériau pulvérulent blanc	OUI	Acide	1	02/12/2024	META	2	MPO	NON DÉTECTÉ - x	-

\* Méthode de préparation de l'échantillon :

Effectuée de manière à être représentative de l'échantillon.

Observation à la loupe binoculaire/Traitement chimique/Broyage manuel/Dépôt sur support d'observation selon MO-METH 03.

\* Méthode d'analyse :

Analyse par Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) selon la norme NF ISO 22262-1 (parties pertinentes) et l'arrêté du 1er octobre 2019 modifié.

Analyse par Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) selon la norme NF X 43-050 (parties pertinentes) et l'arrêté du 1er octobre 2019 modifié.

Sont prises en compte toutes les fibres d'amiante dont le rapport longueur sur largeur est supérieur à 3 et la longueur est supérieure à 0,5 µm.

#### OBSERVATIONS

Pas d'observation.

Revu et approuvé par : Mathilde POULAIN - Analyste

Date : 03/12/2024



Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse. \* Informations fournies par le client, non couvertes par l'accréditation. \*\* Les supports correspondent aux lames ou grilles observées en microscopie. Le laboratoire s'excuse de la qualité du prélèvement.

MOLP : aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observable inférieure à la limite de détection (pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 µm).

META : aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection. La limite de détection de l'amiante est de 0,1% en masse par couche ou dans la limite de 3 couches indissociables.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale, la marque d'accréditation COFRAC figurant en en-tête ne peut être reproduit qu'avec le logo de LRPE et conformément aux règles générales d'utilisation de la marque COFRAC (doc. gen REF 11 du COFRAC). L'usage par le client de la marque d'accréditation COFRAC est interdit.

## 7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

## Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

## Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

## 1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

## 2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

## Grilles d'évaluation de l'état de conservation des autres matériaux ou produit de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

## Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

## 1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que les risques sont probables ou avérés ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

## 7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

## Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R1334-27** : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28** : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.



**Article R1334-29 :** Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

## Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

## Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
  - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
  - a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
  - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
  - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

## 7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

## b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

## **2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail**

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

## **3. Recommandations générales de sécurité**

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

## **4. Gestion des déchets contenant de l'amiante**

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## 7.6 - Annexe - Autres documents



La certification de compétence de personnes physiques  
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

**CHASSAGNE Morgane**  
**sous le numéro 23-2298**

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :



**Amiante** sans mention

Prise d'effet : 26/10/2020

Validité : 25/10/2027

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.



**Amiante** avec mention

Prise d'effet : 26/10/2020

Validité : 25/10/2027

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.



**DPE** individuel

Prise d'effet : 04/11/2020

Validité : 03/11/2027

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.



**Gaz**

Prise d'effet : 08/10/2020

Validité : 07/10/2027

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.



**CREP**

Prise d'effet : 08/10/2020

Validité : 07/10/2027

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.



**Electricité**

Prise d'effet : 04/11/2020

Validité : 03/11/2027

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.

23-2298 - v3 - 10/10/2023



Accréditation  
n°4-0540  
portée disponible sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Véronique DELMAY  
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance  
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011  
102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse - 01 30 85 25 71  
[www.abcidia-certification.fr](http://www.abcidia-certification.fr) - [contact@abcidia-certification.fr](mailto:contact@abcidia-certification.fr)

ENR20 V10 du 02 décembre 2021



## Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

CHEVALIER DIAG BRETAGNE  
11 RUE LAVOISIER  
56530 QUEVEN FR

## COURTIER

### **DURAND ASSURANCES**

8 RUE MAGENTA

53120 GORRON

**Tél : 02 43 30 45 98**

Fax : 02 43 30 45 98

Email :

CABINET.DURAND.COURTAGE@GMAIL.COM

Portefeuille : 0201386584

## Vos références :

**Contrat n° 11002336104**

Client n° 0762343120

AXA France IARD, atteste que :

**CHEVALIER DIAG BRETAGNE  
11 RUE LAVOISIER  
56530 QUEVEN**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 11002336104** garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombent du fait des activités suivantes :

### A titre principal :

DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS :

- Constat de risque d'exposition au plomb
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment
- Etat de l'installation intérieure de gaz
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure d'électricité
- Information sur la présence d'un risque de mэрule

### A titre accessoire :

- LOI CARREZ
- MESURE DU RADON
- DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE
- DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION
- DIAGNOSTIC DE CONFORMITE AUX NORMES DE SURFACE ET D'HABITABILITE
- PRET A TAUX ZERO
- INFILTROMETRIE PERMEABILITE A L'AIR
- VERIFICATION DE LA CONFORMITE DE LA NOUVELLE REGLEMENTATION THERMIQUE RT2012
- DIAGNOSTIC SUR FIBRE CERAMIQUE REFRACTAIRE
- DIAGNOSTIC SUR HYDROCARBURE AROMATIQUE POLYCYCLIQUE
- DIAGNOSTIC DE DECHETS ISSUS DE LA DEMOLITION à l'exclusion des métaux lourds

## **AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

Contrat n° 11002336104

Client n° 0762343120

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	<b>9.000.000</b> € par année d'assurance
<b>Dont :</b>	
• <b>Dommages corporels</b>	<b>9.000.000</b> € par année d'assurance
• <b>Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus</b>	<b>1.200.000</b> € par année d'assurance
• <b>Dommages immatériels non consécutifs</b>	<b>150.000</b> € par année d'assurance
• <b>Dommages aux biens confiés</b>	<b>150.000</b> € par sinistre
<b>Autres garanties :</b>	
<b>Tous dommages relevant d'une obligation d'assurance</b>	<b>500.000</b> € par année d'assurance dont <b>300.000</b> € par sinistre
<b>Les risques environnementaux</b> (Article 3.4 des conditions générales) :	
<b>Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont :</b>	<b>1.000.000</b> € par année d'assurance
Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale	<b>100.000</b> € par année d'assurance

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2024** au **01/01/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 4 janvier 2024

Pour la société :

**AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros  
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre  
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460  
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2